

SKIKDA 24 logements de fonction attendent un désistement depuis 1987

Vingt-quatre logements de fonction du personnel pédagogique et administratif du secteur de l'éducation, relevant du patrimoine communal, attendent un désistement depuis 1987. Répartis équitablement entre trois cités de Skikda, Merd Eddib, Aïssa Boukerma et Salah Boulekeroua, leur cas est considéré unique dans les annales de la wilaya, puisque d'autres communes, dont Salah Bouchaour dans la daïra d'El Harrouch, et Hamadi Krouma, ont procédé au désistement des logements au profit de leurs occupants. Si on prend l'exemple de la première citée, en date du 16 février 2003, une délibération sanctionnant la session ordinaire de l'Assemblée populaire communale, en présence de 11 élus, dont le P/APC, a stipulé le désistement de 11 logements occupés depuis 1981. En dépit de démarches entreprises par les occupants auprès des instances compétentes, le cas des 24 logements reste une tache noire dans le secteur de l'habitat. En 2002 déjà, demande a été adressée par le directeur de l'académie de l'époque aux concernés, de constituer le dossier nécessaire afin de prétendre au désistement voulu. Le même directeur a, selon une correspondance datée du 26 avril 2004, demandé au chef de daïra de Skikda de concrétiser la procédure en question. D'humiliation en humiliation, le personnel pédagogique et administratif est aux portes de la retraite sans avoir la moindre lueur d'espoir. Pourtant, la loi existe, notamment le décret exécutif N° 06-208 du 17 jourmada el oula 1 427 correspondant au 13 juin 2006, fixant les modalités de transfert du droit au bail des logements à caractère social affectés aux administrations, institutions et organismes publics.

Dans son article 2, on lit : «Les administrations, institutions et organismes publics ayant bénéficié de l'affectation de logements à caractère social en vertu des dispositions de l'article 20 du décret exécutif N° 98-42 du 4 choul 1418 correspondant au 1^{er} février 1998, susvisé, sont autorisés à transférer leur droit au bail au profit des occupants de ces logements. Sont également autorisés à transférer leur droit au bail, les administrations, institutions et organismes publics rendus affectataires de logements à caractère social antérieurement à la date de publication du décret exécutif N° 98-42 du 4 choul 1418 correspondant au 1^{er} février 1998 susvisé.».

Zaïd Zoheir

AÏN-SEFRA Protestation contre la distribution de logements

La liste des bénéficiaires des logements sociaux à caractère locatif, rendue publique à la fin du week-end dernier à Aïn-Sefra, n'a pas fait que des heureux ; elle a fait monter la colère d'un cran de ceux qui se sentent lésés, et qui a pris des allures d'émeutes, ce qui a nécessité l'intervention des services de l'ordre. Plusieurs citoyens qui ont manifesté leur mécontentement au siège de la daïra affirment que la commission n'a pas pris en compte les dossiers des personnes nécessiteuses et qui attendent depuis des années. Plusieurs vitres ont été caillassées par les protestataires, notamment celles de la porte d'accès à la cité administrative, et celles des portes du bloc abritant les bureaux du chef de daïra, où, un sit-in a été observé durant toute la journée de jeudi dernier, pour inciter les autorités à l'annulation de cette liste. Aucune décision immédiate n'a été prise, mais des voies de recours ont été ouvertes. Les contestataires se sont dispersés en fin d'après-midi. Convaincus ou pas ? On ne le saura que dans les jours qui viennent. Notons, enfin, que sur les 236 logements attribués, 95 sont réservés aux personnes âgées de moins de 35 ans.

B. Henine

BOU-ISMAÏL (TIPASA)

Les agresseurs de l'autoroute récidivent

Le tronçon autoroutier situé entre Mazafran et Bou-Ismaïl, d'une longueur de 10 kilomètres, fut un lieu mal famé durant sa construction, du fait qu'il traversait une agglomération rurale, où résidaient essentiellement des transfuges ayant fui les hordes terroristes à l'origine de l'important exode rural qui avait affecté les monts de Gouraya, de Sidi Semiane, de Damous et de oued Sebt, sis à l'ouest de la wilaya de Tipasa.

Ainsi, l'exode rural a affecté des centaines de familles qui se sont installées dans ce croissant fertile de la Mitidja, à l'est de Bou-Ismaïl. Le désœuvrement et le chômage furent à l'origine de la constitution de bandes organisées de malfaiteurs, de voyous et de voleurs au niveau des villages agricoles de cette contrée, à l'instar du tristement célèbre village haï katibat El Imara.

C'est dans cette localité, où trônent, sans partage les bandits «El timbre» et «El Ouahch», que sont signalées les multiples agressions.

Ces bandes de malfaiteurs terrorisaient l'ensemble des automobilistes empruntant le tronçon autoroutier de Bou-Ismaïl. L'une de

ces victimes a été Madame B. A., résidant à Béni-Messous, qui se rendait à Cherchell à bord de son véhicule Ford, en cette belle journée de fin mars. Mal lui en prit de s'arrêter sur le bord de cette autoroute pour mettre à l'aise son fils qui vomissait.

A la vue de cette femme seule, deux grands gaillards avaient dévalé la colline, se présentant à la dame et exigeant sous la menace d'un couteau son téléphone portable. Obligée de s'exécuter, cette dame n'a pas pu oublier la mine brutale et patibulaire de «El Ouahch» et le regard cynique de «El timbre».

En se présentant à la gendarmerie de Bou-Ismaïl, elle a vite



reconnu ses agresseurs sur les photos qui lui ont été présentées par les gendarmes. Ses agresseurs étaient des repris de justice : l'un a été arrêté et le second reste tou-

jours en fuite. Présenté au procureur de Koléa, l'un des agresseurs a été placé sous mandat de dépôt à la prison de cette même ville.

Larbi Houari

Démantèlement d'un réseau de dealers

Ce fut sur information qu'un réseau de dealers activant entre Tipasa et Blida a été démantelé par la gendarmerie nationale, à la fin du mois de mars dernier.

Ce réseau activait sur le modèle d'une organisation bien structurée. Certains dealers fournissaient de grosses quantités de kif traité, d'autres le transportaient et stockaient, alors que le reste de l'équipe recherchait et rabattait la clientèle dans les wilayas limitrophes.

Un dénommé R. M., 32 ans, résidant à Ouled Aïch à Blida, était chargé de livrer dans son véhicule Renault Clio huit kilogrammes de

kif traité dans la wilaya de Tipasa. Dans cette délicate mission, il était accompagné de deux compères, Y. N., 41 ans, demeurant à Bou Arfa, à Blida, et H. M., 32 ans demeurant à Ouled Aïch dans la wilaya de Blida également.

Les trois acolytes, interceptés par la gendarmerie à Hai Berbessa, dans la région de Koléa, transportaient 10 grosses cartouches de kif, conditionné en plaquettes, le tout bien scotché et ficelé dans la malle du véhicule Clio.

Lors de leur interrogatoire, ces trois malfaiteurs ont, par ailleurs, avoué qu'une autre quantité importante de kif était stockée dans un entrepôt de revente de bois et de meubles

de Blida. Après une perquisition effectuée par la gendarmerie de Blida, près de trois kilos de kif a été découverte dans cet entrepôt de Blida.

En remontant la filière, les gendarmes ont pu localiser le véritable baron qui finançait toutes les opérations de revente.

Cet individu activement recherché, se trouve toujours en fuite. Ainsi, plus de 10 kilogrammes de drogue provenant de Blida devaient être remis aux autres dealers de la wilaya de Tipasa, pour être distribués dans les lycées ou dans d'autres structures fréquentées par les jeunes, qui en sont les premières victimes.

Larbi Houari

DRAÂ-EL-MIZAN (TIZI-OUZOU)

La RN 25 dans un piteux état

Les nombreux usagers de la RN 25 se plaignent fort souvent de l'état lamentable de cet axe routier, exposés qu'ils sont à de hauts risques d'accidents de la circulation.

Cette route datant de l'ère coloniale n'a subi aucune modification malgré les innombrables virages. Reliant la wilaya de Tizi-Ouzou à celle de Bouira via Draâ-El-Mizan, elle grouille de camions de gros tonnage de jour comme de nuit, ce qui a provoqué son délabrement, sans susciter de réfection des ser-

vices concernés.

De ce fait, elle demeure la plus dangereuse des routes au vu des affaissements, des crevasses et des milliers de nids-de-poule et autres cratères, et l'appellation n'est pas exagérée. Combien d'automobilistes, en voulant éviter ces trous, en ont percuté d'autres ou

ont carrément perdu le contrôle pour finir au fond des rivières. Ils sont nombreux à y avoir laissé leur vie.

Un chauffeur dépité de taxi nous dira : «Je n'en peux plus, car je déteste cette route, un véritable traquenard et un coupe-gorge pour ses usagers. Combien de fois avons-nous entendu parler d'un projet d'élargissement de la RN25 ou de sa réfection en vain ? La chance nous sourira peut-être dans les jours à venir par le biais

de vos colonnes.» Son collègue nous parlera de son matériel de travail : «Ma voiture, mon gagne-pain, tombe assez souvent en panne à cause de l'état de cette route. Je refais la suspension deux à trois fois par an, mais avec la cherté de la pièce de rechange, on n'arrive plus à joindre les deux bouts.»

Espérons que tous ces appels de détresse trouveront un écho auprès des concernés.

Slimane S.

AIN-EL-HAMMAM

Discorde autour de l'habitat rural

Le quota de logements (tranche complémentaire 2010), attribué à la commune d'Aïn-El-Hammam, dans le cadre de l'habitat rural, suscite des mécontentements parmi la population locale.

Les cinquante unités octroyées par la wilaya s'avèrent très insuffisantes, eu égard au nombre, sans cesse grandissant de demandeurs. Pour procéder à la distribution et éluder d'éventuelles réclamations des insatisfaits, l'APC s'en remet aux comités de villages chargés de choisir quatre bénéficiaires par agglomération et, de ce fait, faire face à la grogne de leurs concitoyens. Cependant, la tâche est loin d'être aisée puisque des dissensions sont apparues dès qu'il s'est agi de procéder au tirage au sort devant désigner les heureux élus. Ainsi, les habitants des plus grands villages comme Taourirt Menguellet, qui compte 330 demandes ou Taourirt Amrane avec 260 postulants, ou encore Aït Aïlem et bien d'autres, n'ont

pas manqué de manifester leur désapprobation quant à cette manière de régler la question. Ils refusent que les comités de villages, sans prérogatives officielles, se substituent aux autorités. «Nous avons élu une APC, dotée d'une commission sociale, pour s'occuper de ce genre de situation. Elle ne doit pas fuir ses responsabilités», a estimé un citoyen de Tamedjout.

Un comité de village a même refusé de procéder à ce partage, source de dissensions au sein de la communauté. Tous les demandeurs s'estiment prioritaires et mettent en avant leurs conditions de logement.

Il faut dire que, s'agissant de Aïn-El-Hammam, la wilaya aurait dû faire un effort, lors de l'octroi des aides à l'habitat rural, sachant que la région n'a pas bénéficié de programme de logements sociaux, depuis une dizaine d'années. Les mal-logés placent leur espoir dans l'autoconstruction pour sortir de l'habitat précaire.

A. O. T.